



**Centre National de la Recherche Scientifique
Délégation Rhône Auvergne**



Institut des Sciences Cognitives

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP N° 2025-04)**

**Marché de prestations de nettoyage des locaux de l'Institut des sciences
cognitives (ISC) - CNRS UMR5229**

FORME DU MARCHÉ :

Marché ordinaire à prix forfaitaire

CODE C.P.V. :

90910000-9 - Services de nettoyage

CODE NACRES :

BB.11 - Services de nettoyage courant des locaux

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 3 – DUREE ET DATE D’EFFET.....	3
ARTICLE 4 – MODALITES D’EXECUTION	4
4.1 Lieu d’exécution des prestations	4
4.2 Horaires des prestations	4
4.3 Modification éventuelles des surfaces à nettoyer.....	4
ARTICLE 5 – REPRISE DU PERSONNEL EXISTANT	5
ARTICLE 6 – VERIFICATION ET ADMISSION	5
ARTICLE 7 – ASSURANCES ET RESPONSABILITE	6
ARTICLE 8 – DISPOSITIONS DE SECURITE ET CONFIDENTIALITE	6
8.1 Plan de prévention.....	6
8.2 Mesures de sécurité particulières liées au régime ZRR	7
8.2.1 Autorisations d’accès des personnels du Titulaire et de ses sous-traitants	7
8.2.2 Mesures de portée générale.....	9
8.3 Confidentialité.....	9
ARTICLE 9 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX	10
9.1 Principes généraux.....	10
9.2 Détermination des prix selon la prestation effectuée	10
9.3 Modalités de révision des prix	10
ARTICLE 10 - PAIEMENT	11
ARTICLE 11 – LITIGES.....	12
ARTICLE 12 – PENALITES	12
12.1 Pénalités en cas de non transmission de documents	13
12. 2 Pénalités pour défaut de prestation et manquement aux obligations.....	13
12. 3 Pénalités dans le cadre des contrôles	14
ARTICLE 13 - FORCE MAJEURE	14
ARTICLE 14 – DEFAILLANCE DU TITULAIRE ET RESILIATION.....	15
ARTICLE 15 – REDRESSEMENT JUDICIAIRE – LIQUIDATION DE BIENS	15
ARTICLE 16 – CESSION – NANTISSEMENT	15
ARTICLE 17 - DEROGATIONS AU CCAG FCS.....	15

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent l'exécution des prestations de nettoyage, d'entretien et d'hygiène des locaux de l'ISC, laboratoire du CNRS situé au 67 Boulevard Pinel 69500 BRON.

L'ISC accueille quotidiennement environ 120 personnes.

ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

En dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, le présent marché est constitué par les pièces énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE n°2025-04) et ses annexes techniques et financières :
 - Annexe 1 – Cadre de réponse financière (CRF)
 - Annexe 2 – Cadre de réponse technique (CRT)
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCAP n°2025-04) et son annexe :
 - Annexe au CCAP – Tableau de reprise du personnelDont l'exemplaire original conservé dans les archives du CNRS fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP n°2025-04) et son annexe :
 - Annexe au CCTP – Description des prestations
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales, applicable aux Marchés Publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG/FCS) - approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (consultable sur : <http://www.legifrance.gouv.fr/>).

Toute clause portée dans le(s) catalogues(s), tarif(s), facture(s) du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite.

Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition. Le titulaire est réputé connaître parfaitement l'ensemble des normes et règlements applicables aux prestations et en avoir tenu compte dans l'établissement de ses prix.

ARTICLE 3 – DUREE ET DATE D'EFFET

Le présent marché est passé pour une **durée ferme d'un (1) an**, à compter du début d'exécution des prestations. Il est **reconductible trois fois** tacitement par période d'un (1) an, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur se prononcera au moins trois (3) mois avant la fin de la durée de validité du marché par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire peut faire part au pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec accusé de réception, six (6) mois avant la fin de la durée de validité du marché, de sa volonté de se dégager du marché.

Le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

La date de commencement des prestations est fixée au 1^{er} octobre 2025.

ARTICLE 4 – MODALITES D'EXECUTION

Le titulaire s'engage envers l'ISC à exécuter l'ensemble des prestations décrites au CCTP et à son annexe CCTP « Description des Prestations » et ce conformément aux règles de l'art, à la législation et à la réglementation en vigueur.

Les prestations demandées sont listées avec leur fréquence. Ces prestations de base sont de nature forfaitaire. D'éventuelles prestations complémentaires à la demande peuvent être demandées, celles-ci sont listées dans le Cadre de Réponse Financière annexé à l'acte d'engagement (AE n°2025-04 – Annexe 1).

4.1 Lieu d'exécution des prestations

Les prestations sont effectuées à l'adresse suivante :

**Institut des Sciences Cognitives Marc Jeannerod
67 Boulevard Pinel
69500 Bron**

4.2 Horaires des prestations

Les prestations seront réalisées **du lundi au vendredi de 6 heures à 10 heures.**

L'ISC se réserve toutefois le droit, si la nécessité l'exige, de prescrire que les prestations s'achèveront plus tôt ou plus tard que ce qu'il vient d'être indiqué ci-dessus. Le Titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité tant que la variation imposée ne dépasse pas une heure.

Point particulier relatif au travail en jours fériés :

Les prestations de fréquence hebdomadaire prévues et planifiées qui débutent un jour férié devront être réalisées obligatoirement. Le titulaire prendra alors toutes les dispositions nécessaires pour effectuer ces prestations la veille ou le lendemain sans que cela ne vienne perturber l'organisation mise en place par ailleurs.

4.3 Modification éventuelles des surfaces à nettoyer

L'ISC se réserve le droit, si des conditions structurelles ou organisationnelles le requièrent, de procéder à des augmentations ou des diminutions des surfaces mentionnées dans le présent marché dans une limite de 20 % avec les incidences financières qui en découleront.

Ces incidences seront calculées, d'un commun accord, à partir des renseignements fournis par le titulaire dans le CRF annexé à l'Acte d'Engagement.

Le titulaire sera averti de ces changements par mail, au moins 7 jours à l'avance.

ARTICLE 5 – REPRISE DU PERSONNEL EXISTANT

Il est fait application de la Convention Collective Nationale des Entreprises de Propreté et des services associés du 26 juillet 2011, et en particulier, son annexe VII article 2 de l'accord du 29 mars 1990.

Sont exclus des dispositions les salariés de statut « cadre ». Le Titulaire est invité à évaluer le personnel repris en vertu de l'application de cette convention.

Le Titulaire s'engage à reprendre à niveau de rémunération au moins équivalent les personnels en fonction avant la date d'effet du présent marché, sauf refus de leur part. Les personnels repris seront soumis aux règles de gestion du Titulaire.

Cette reprise sera effectuée avec incorporation de l'ancienneté acquise par ces personnels au titre de leur précédent contrat de travail et ce sans période d'essai préalable ; les droits à congés payés seront également maintenus ainsi que les avantages dont ils peuvent bénéficier au titre de leur convention collective.

Au cours de la dernière année d'exécution du marché, le titulaire transmettra, à la demande du CNRS, les informations concernant le personnel à reprendre que le pouvoir adjudicateur devra communiquer aux candidats à l'occasion de la future procédure de consultation.

L'annexe 1 du présent CCAP « Tableau de reprise du personnel » liste les éléments relatifs à la masse salariale. Le pouvoir adjudicateur n'étant pas à l'origine des données transmises, sa responsabilité ne pourra être engagée en cas d'erreur.

ARTICLE 6 – VERIFICATION ET ADMISSION

Les opérations de vérification des prestations ainsi que les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont effectuées par le pouvoir adjudicateur. Conformément aux dispositions de l'article 3.3 du CCAG/FCS, d'autres personnes physiques pourront être habilitées en cours d'exécution du marché.

Les vérifications consistent à s'assurer que la prestation s'est déroulée conformément aux exigences du CCTP.

Le Chargé technique du bâtiment aura la charge :

- De la liaison permanente avec l'agent de maîtrise de l'entreprise ;
- De la vérification du respect de l'exécution des prestations définies dans le présent marché.

Les modalités d'exécution de ces contrôles sont détaillées à l'article 5 du CCTP.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG/FCS, l'acheteur n'est pas tenu d'aviser le titulaire des jours et des heures fixés pour les contrôles contradictoires.

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les

conditions prévues à l'article 30 du CCAG/FCS.

ARTICLE 7 – ASSURANCES ET RESPONSABILITE

Le titulaire est responsable des dommages corporels et/ou matériels pouvant être occasionnés par l'exécution des prestations.

Il doit pouvoir justifier d'un contrat d'assurance en cours de validité auprès d'une compagnie agréée, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers, lors de l'exécution des prestations, objet du marché. Il doit produire, à toute demande du CNRS, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

A chaque renouvellement de la période souscrite, le titulaire fournira l'attestation de la police d'assurance correspondante indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire demeurent, à tous égards, les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...). Tout accident ou maladie pouvant affecter les personnels du titulaire pendant la durée de la prestation est entièrement pris en charge par celui-ci.

ARTICLE 8 – DISPOSITIONS DE SECURITE ET CONFIDENTIALITE

8.1 Plan de prévention

Les dispositions du décret n°92-158 du 20 février 1992 fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure et celles de l'article 6 du CCAG/FCS relatives à la protection de la main d'œuvre et conditions de travail sont applicables. A ce titre, l'ISC et le titulaire s'engagent à rédiger et signer conjointement le Plan de Prévention **dans le mois qui suit la notification du marché**.

Ce Plan de prévention définira et aura pour but d'éviter les risques professionnels qui pourraient résulter de l'exercice simultané et, en un même lieu, des activités des deux structures.

Le titulaire et le responsable technique de site procèderont, avant le début des prestations, à une visite du site et à une information réciproque sur les risques particuliers encourus et les mesures de prévention envisagées. Cette visite fait l'objet d'un procès-verbal et permet de préciser les points suivants :

- | |
|---|
| • Délimitation des zones d'intervention et des zones d'accès interdit |
| • La matérialisation des zones dangereuses |
| • Indications sur la signalisation, la signification des histogrammes |
| • Indication des voies de circulation des personnels et des véhicules |
| • Indication d'accès aux locaux |

<ul style="list-style-type: none"> • Repérage des sources de danger et les risques dus à l'interférence
<ul style="list-style-type: none"> • Consignes de sécurité, en cas d'incident, d'accident
<ul style="list-style-type: none"> • Indication des emplacements de stockage des produits et matériels nécessaires à l'entreprise utilisatrice
<ul style="list-style-type: none"> • Définition, si besoin, des conditions de fourniture de matériel, de fluide, par l'entreprise utilisatrice
<ul style="list-style-type: none"> • Repérage des locaux sanitaires, des vestiaires...

Pour permettre l'élaboration du plan de prévention, le titulaire devra fournir dans les quinze jours (15 jours) à compter de la date de notification du marché, son Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).

Le Plan de Prévention sera révisé selon les termes du code du travail et *à minima* une fois par an à la date anniversaire du marché. Il sera expliqué aux agents par le titulaire et signé par chacun d'eux.

8.2 Mesures de sécurité particulières liées au régime ZRR

En complément de l'article 5.3 du CCAG-FCS, il est précisé que lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité particulières s'appliquent, ou concernent des informations considérées comme sensibles au titre des différents documents constitutifs du marché, le Titulaire, ses personnels et ses éventuels sous-traitants sont tenus de se conformer aux dispositions édictées ci-après et à la réglementation applicable en la matière.

Le Titulaire ne peut prétendre ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, par dérogation à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

La réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique de la nation (PPST) introduite par les dispositions des articles R.413-1 et suivants du code pénal, du décret n°2011-1425 du 2 novembre 2011 et du décret n°2024-430 du 14 mai 2024 (applicable à compter du 1er janvier 2025) prévoit des dispositions de contrôle de l'accès physique ou virtuel aux Zones à Régime Restrictif (ZRR).

À ce titre, le Titulaire, ses personnels et ses sous-traitants peuvent être soumis aux procédures correspondantes d'autorisations préalables d'accès lorsque l'exécution des prestations est susceptible de concerner les informations relevant d'une ZRR.

8.2.1 Autorisations d'accès des personnels du Titulaire et de ses sous-traitants

Si la protection des intérêts essentiels du CNRS l'exige, le CNRS peut soumettre l'accès physique ou virtuel à certaines informations, données ou à certains composants sensibles des systèmes et applications du CNRS à l'agrément préalable des personnels du Titulaire et des sous-traitants éventuels y ayant accès, par le Fonctionnaire de Sécurité et de Défense (FSD) du CNRS.

Afin de permettre au CNRS d'effectuer les vérifications nécessaires, le Titulaire s'engage à remplir un formulaire de renseignements comprenant *a minima* les informations suivantes concernant les personnes

dont il sollicite l'agrément :

- Le patronyme et les prénoms de son personnel ;
- Une photocopie lisible et recto-verso d'un titre d'identité dont la nature varie selon la situation individuelle du personnel visé :
 - o Carte nationale d'identité (CNI) ou passeport en cours de validité pour les ressortissants français et communautaires ;
 - o Titre de séjour en cours de validité avec une autorisation de travail valable ou carte de résident pour les étrangers extracommunautaires ;
- Adresse actuelle du personnel si celle-ci diffère de celle portée sur le titre d'identité fourni.

Par ailleurs, le CNRS se réserve le droit de solliciter toute autre information qu'il juge nécessaire à l'évaluation du risque en considération du niveau de sensibilité des informations ou données concernées, en rapport direct avec la prestation ou l'intervention demandée au titre de l'exécution des prestations objet du marché.

Les informations demandées au Titulaire ne sont pas utilisées à d'autres fins que celles décrites dans le présent article, et ne sont pas conservées par le CNRS une fois connue la décision prise par le FSD pour le CNRS, d'agréer ou non la personne physique intervenant pour réaliser la prestation demandée au titre du marché.

A l'issue de la procédure interne d'agrément, le CNRS peut refuser au demandeur, sans indiquer le motif, l'accès aux équipements, installations et données concernés par l'objet du présent marché. Seule la décision d'agrément ou de refus d'agrément prise sur la base des renseignements fournis par le Titulaire est conservée par le CNRS. Conformément à la réglementation, le refus d'autorisation d'accès n'est pas motivé.

Le refus d'agrément notifié par le CNRS vaut interdiction pour le demandeur d'accéder aux équipements, installations et données concernés par l'objet du présent marché. Le CNRS peut retirer son agrément à tout moment sans avoir à énoncer ses motifs, le Titulaire doit alors proposer immédiatement un personnel remplaçant, de niveau et compétences équivalents, qui fera l'objet de la procédure d'agrément décrite au présent article.

Le maintien dans les équipes du Titulaire d'un personnel dont l'agrément a été refusé selon la procédure décrite ci-dessus expose le Titulaire et la personne physique concernée à des poursuites pénales.

Le bénéficiaire d'une autorisation d'accès à une ZRR délivrée dans les conditions prévues à l'article R. 413-5-1 du code pénal est tenu d'informer le CNRS de tout changement de situation susceptible d'affecter l'appréciation portée sur son droit d'accès.

Le non-respect par le titulaire des prescriptions de sécurité du présent marché pourra entraîner sa résiliation sans indemnité à ses torts.

Précisions relatives aux sous-traitants du Titulaire :

Dès lors que l'exécution des prestations du marché a lieu dans une ZRR, les sous-traitants du Titulaire sont soumis aux dispositions générales relatives à la sous-traitance au sens des articles R2193-1 à R2193-9 du code de la commande publique et aux mesures de sécurité particulières visées aux articles 8.1 et 8.2 ci-dessus au titre de la PPST (dont la procédure d'agrément préalable).

Au titre de la PPST, le CNRS se réserve le droit de refuser l'accès physique ou virtuel du sous-traitant du Titulaire à la ZRR sans avoir à se justifier d'une quelconque manière ou de l'autoriser après vérification et

agrément préalable suivant la procédure prévue au présent article.

Le Titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations prévues à cet article et reste responsable du respect de celles-ci envers le CNRS.

Le Titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles issues de la PPST et de protection de la sécurité des données et systèmes d'information auxquelles le Titulaire est lui-même soumis aux termes du présent marché.

Toute sous-traitance non-autorisée préalablement par le CNRS autorise celui-ci à résilier, sans indemnité, le marché, pour faute du Titulaire et à ses frais et risques.

8.2.2 Mesures de portée générale

Lorsque la PPST l'exige, le Titulaire du marché et ses personnels doivent se conformer à la procédure interne en vigueur au CNRS, en particulier les dispositions spécifiques applicables aux ZRR détaillées en annexe du règlement intérieur (RI) de l'unité concernée par l'exécution des prestations. Le RI de l'unité est transmis au Titulaire lors de la notification du marché. En cas de modification du RI, le CNRS notifie la version modifiée au Titulaire.

Le Titulaire s'engage à transmettre ce RI d'unité à ses éventuels sous-traitants et s'assure du respect de ses dispositions.

Les personnels du Titulaire ainsi que ses sous-traitants participant à l'exécution des prestations du présent marché ne doivent en aucune façon accéder à des informations classifiées.

Ils doivent se conformer strictement aux règles de protection des données sensibles qu'ils pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution du présent marché, ainsi qu'au RI de l'unité, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur au CNRS.

Les personnels du Titulaire et ses sous-traitants ne doivent accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés et nécessaires pour l'exécution du présent marché.

8.3 Confidentialité

L'exécution du présent marché peut conduire le Titulaire, ses personnels et ses sous-traitants à avoir connaissance des données sensibles qui, sans être couvertes par le secret de défense, ne doivent pas être rendues publiques.

Le Titulaire s'engage et engage ses personnels et ses sous-traitants à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation du CNRS, de tout élément connu dans le cadre du marché, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution du présent contrat.

L'émission, la reproduction et l'acheminement des documents protégés sont conformes aux règlements en vigueur. Les documents protégés de toutes natures et de tous types ayant servi à la réalisation et à l'exécution du présent marché sont restitués au CNRS au terme du contrat, sans délai.

Aucune donnée ne peut être partagée ou communiquée par le Titulaire, ses personnels ou ses sous-traitants à un tiers au contrat sans le consentement exprès et préalable du CNRS propriétaire des données.

Les obligations définies ci-dessus doivent continuer à s'appliquer pendant les 10 ans qui suivent la date d'expiration du présent marché.

ARTICLE 9 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

9.1 Principes généraux

La monnaie de référence de ce marché est l'euro. Le taux de T.V.A. applicable est celui en vigueur au moment de l'exécution des prestations.

Les prix comprennent toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais de déplacement ainsi que l'intégralité des frais et dépenses relatifs à l'exécution du marché.

Le titulaire est réputé connaître parfaitement l'ensemble des normes et règlements applicables à l'opération et à ses prestations et en avoir tenu compte dans l'établissement de ses prix. De même, il est réputé avoir connaissance pleine et entière des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations.

9.2 Détermination des prix selon la prestation effectuée

Les prestations de nettoyage seront exécutées selon deux modalités :

Prestations forfaitaires : ces prestations courantes et régulières sont listées en annexe 1 du CCAP.

Prestations ponctuelles à la demande (hors forfait) : le présent marché comporte également des prestations de nettoyage ponctuelles, sur demande, dont les conditions de réalisations sont fixées en amont entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur. Elles sont listées au sein du Cadre de réponse financière annexé à l'acte d'engagement (AE 2025-04 – Annexe 1).

Le titulaire ne saurait y déroger dès lors que la demande est formulée par le pouvoir adjudicateur.

9.3 Modalités de révision des prix

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres (mois M0).

Les prix initiaux, valables la première année, sont révisibles à compter de la deuxième année du marché et années suivantes à date anniversaire (début d'exécution des prestations) en cas de reconduction, selon la formule :

$$P = P_0 (I_n / I_0)$$

Dans laquelle :

P = prix révisé

P₀ = prix au mois zéro

I_n = valeur de l'indice de référence du mois anniversaire

I₀ = valeur de l'indice de référence du mois zéro (mois de la date limite de remise des offres)

Pour le calcul de la révision, il sera tenu compte de l'index Propreté élaboré par la Fédération des Entreprises de Propreté (<https://index-proprete.fr/>).

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG/FCS, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Il incombe au titulaire de calculer les évolutions de prix applicables et de fournir au pouvoir adjudicateur les justificatifs permettant d'attester les valeurs d'indices nécessaires au contrôle du calcul.

Le titulaire s'engage à transmettre au pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée AR ou par voie électronique à l'adresse marché dr07.marches@cnrs.fr, sa demande de révision pour validation.

La demande de révision intervient au plus tard dans les trois mois suivant la date anniversaire.
En cas de non parution de l'indice approprié dans ce délai, il sera fait application du dernier indice connu au moment de la révision.

Les éventuels paiements non révisés intervenus dans ce délai pourront être régularisés à posteriori après validation de la demande.

ARTICLE 10 - PAIEMENT

Les paiements sont effectués suivant les règles de la comptabilité publique.

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est le Délégué Régional du CNRS Rhône Auvergne.
Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable Secondaire du CNRS Rhône Auvergne.

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du titulaire indiqué à l'Acte d'Engagement, selon le RIB original joint.

Les factures sont émises mensuellement à terme échu.

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CNRS (**SIRET n°18008901303720**) ;
- Le code service de l'entité CNRS facturée :
 - **UMR5229** ;
- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS (exemple : 1847xxxxx).

Chaque facture doit comporter, outre les indications prévues par la réglementation de la comptabilité

publique, les renseignements suivants :

- Les références du présent marché ;
- Le nom et l'adresse complète du lieu de réalisation des prestations ;
- La désignation du débiteur :
 - **CNRS Délégation Rhône Auvergne,**
2 avenue Albert Einstein,
BP 61335
69609 Villeurbanne Cedex
- La période des prestations de nettoyage concernée ;
- Le montant HT de la prestation ;
- Le montant de la TVA et le total TTC de la prestation.

Le délai global de paiement des sommes dues au titre du présent marché est de 30 jours suivant la réception des factures et sous réserve de l'exécution du service correspondant.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires, est fixé à 40 euros.

ARTICLE 11 – LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui peuvent survenir entre le CNRS et le titulaire, ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, de la réalisation de la prestation.

En cas de litige sur l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur saisira le comité consultatif de règlement amiable de Lyon.

Le tribunal administratif de Lyon est seul compétent si la conciliation entre les deux parties n'a pu donner satisfaction.

ARTICLE 12 – PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalités.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, lorsque le CNRS envisage d'appliquer des pénalités, il met en demeure, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de sept jours à compter de la date d'envoi du courrier notifiant l'application de pénalités par le CNRS uniquement pour l'application de la première pénalité.

Pour l'application des pénalités suivantes, le titulaire devra présenter ses observations dans un délai de 48 heures à compter de la date d'envoi du courrier notifiant l'application de pénalités par le CNRS.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

Les pénalités prévues dans le cadre du présent marché sont cumulables sur une période mensuelle et sont déduites de la facture mensuelle du titulaire le mois suivant le calcul des pénalités. Les défaillances sont constatées au cours des contrôles, programmés ou inopinés.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG/FCS, le montant total des pénalités de retard est limité au montant total hors taxes du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

Dans l'hypothèse d'une relation de cause à effet entre deux pénalités, la plus forte est prise en considération. Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de force majeure, ainsi qu'en cas d'interruption de la fourniture des fluides (électricité, eau, etc...) ou d'actes de vandalisme, de malveillance, ou d'utilisations non conformes par des tiers étrangers au titulaire.

En cas de non-respect des conditions d'exécution du marché, et par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, des pénalités (nettes de taxes) et réfections pourront être appliquées selon les conditions détaillées aux articles 12.1 à 12.3 ci-dessous.

12.1 Pénalités en cas de non transmission de documents

- Non-communication des éléments concernant la reprise de personnel : **100 €** par jour de retard.
- Non remise ou absence de révision annuelle ou de signature du PPSPS dans le délai fixé à l'article 8.1 du présent CCP : **50€** par jour de retard.
- Non communication du planning d'exécution des prestations : **100€** par jour de retard.
- Non-communication des grilles de contrôle contradictoire : **50€** par jour de retard.

12. 2 Pénalités pour défaut de prestation et manquement aux obligations

- La non prise en compte de consignes particulières propres au pouvoir adjudicateur, ou à certains locaux (et y compris les règles générales et particulières de sécurité) : **15 €** par heure travaillée dans le non-respect des consignes et par personne impliquée, à laquelle pourront s'ajouter les éventuels frais de réparation des dégradations conséquentes.
- Non-information auprès de l'ISC d'un remplacement de personnel ou d'une absence dans les 24 heures : **100 €** par manquement et par jour.
- Absence de formation du personnel, ou incompétence avérée : **70 €** par jour et par personne révélée incompétente sur le poste de travail.
- Absence de produits ou de matériel de nettoyage nécessaire ou équipement incomplet, trop usé ou inadapté : **100 €** par jour et par personne mise dans ces conditions de travail.

- Utilisation de produits/consommables ne répondant pas aux exigences Eco labels ou équivalent ou tout manquement aux pratiques respectueuses de l'environnement : **50 €** par fait constaté.
- Non-respect des plages horaires journalières de prestations de nettoyage : **30 €** par fait constaté et par heure entamée.
- Manquement du titulaire à son engagement, sur la nature ou la qualité de ses prestations, du fait d'une insuffisance de l'encadrement : **40 €** jour de manquement caractérisé.
- Défaut d'approvisionnement, d'installation ou de remplacement d'un support et/ou d'un consommable (essuie-mains, savon, désodorisant, papier toilettes, ...) : **50 €** par jour de retard, toute journée entamée étant due.
- Toute prestation de nettoyage, d'entretien et d'hygiène des locaux ou de service non effectuée ou effectuée partiellement, et prévue explicitement par le présent marché : **50 €** par jour.
- Comportement inapproprié d'un agent de propreté (état d'ébriété, comportement agressif, désordonné, tenue inconvenante, violation des règles de sécurité...) : **150 €** par défaillance et par jour.
- Non présence à une réunion programmée entre le CNRS et le titulaire : **80 €** par absence.
- Non présence à un contrôle contradictoire entre le CNRS et le titulaire : **150 €** par absence.
- Le non-respect de toute autre point du cahier des charges non listé ci-dessus entraînera une pénalité de **70 €** par jour ou par fait constaté selon le cas.

12. 3 Pénalités dans le cadre des contrôles

Le titulaire fournira dans le premier mois d'exécution du marché des grilles de contrôle relatives aux différents espaces faisant l'objet des prestations (a minima : laboratoires et bureaux, couloirs et escaliers, sanitaires et espace d'accueil, tels que définis à l'annexe du CCTP – Description des prestations).

Les contrôles contradictoires seront réalisés sur la base de ces grilles, qui seront signées par le représentant du titulaire et par l'ISC.

Les contrôles auront lieu au minimum 5 fois par an à une date et un horaire choisis par l'ISC.

A l'issue du contrôle, la grille correspondant à l'espace vérifié est signée par les deux parties. Le contrôle peut donner lieu à l'application de pénalités de 50 à 150€ par espace vérifié en fonction de la gravité des manquements constatés.

ARTICLE 13 - FORCE MAJEURE

En cas de force majeure indépendante de la volonté du titulaire et dûment notifiée au pouvoir adjudicateur par écrit, une décharge de responsabilité peut être accordée.

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de force majeure, ainsi qu'en cas d'interruption de la fourniture des fluides (électricité, eau, etc...) ou d'actes de vandalisme, de malveillance, ou d'utilisations non conformes par

des tiers étrangers au titulaire.

ARTICLE 14 – DEFAILLANCE DU TITULAIRE ET RESILIATION

Le titulaire doit assurer en toutes circonstances les prestations définies dans le présent marché. En cas de manquement, l'ISC pourra prendre toutes les mesures nécessaires en vue de la réalisation des prestations, notamment faire appel à une autre société et ce, aux frais du titulaire.

Le marché peut être résilié selon les termes des articles 38 à 45 du CCAG/FCS. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité en cas de dénonciation anticipée du marché à la demande du pouvoir adjudicateur.

Outre les cas prévus à l'article 41 du CCAG/FCS, pourront entraîner la résiliation aux torts du titulaire :

- L'absence d'attestation d'assurance du titulaire tel qu'indiqué à l'article 7 du présent CCAP, pourra entraîner la résiliation d'office du marché, sans aucune indemnité compensatrice pour le Titulaire ;
- Le cumul de défaillances telles qu'elles sont définies à l'article 12 du présent document, pourra être assimilé à une faute lourde justifiant la résiliation aux torts du titulaire, dès lors qu'il atteint le seuil de gravité suivant :
 - o Le montant total trimestriel des pénalités appliquées sur trois mois consécutifs atteint quinze pour cent (15%) du montant forfaitaire TTC trimestriel du marché.

ARTICLE 15 – REDRESSEMENT JUDICIAIRE – LIQUIDATION DE BIENS

En cas de règlement judiciaire ou de liquidation de biens, il est fait application de la loi n°94-475 du 10 juin 1994 relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises.

ARTICLE 16 – CESSION – NANTISSEMENT

Pour l'application du régime de nantissement ou de cession de créances, sont désignés pour le CNRS :

- Comme fonctionnaire compétent pour fournir les renseignements : le Délégué Régional du CNRS Rhône Auvergne.
- Comme comptable assignataire des paiements : l'Agent Comptable secondaire du CNRS Rhône Auvergne.

ARTICLE 17 - DEROGATIONS AU CCAG FCS

Articles du CCAP	Article du CCAG FCS
Article 1	Article 4.1
Article 6	Article 27.3
Article 8	Article 5.3
Article 9	Article 10.2.4
Article 12	Articles 14, 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3